EVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA)

Sécurité alimentaire, moyens de subsistance et vulnérabilités économiques

Janvier 2022
Burkina Faso

CONTEXTE

Depuis début 2019, une intensification des attaques des groupes armés dans les villages du Nord-Est du Burkina Faso a provoqué une détérioration des conditions sécuritaires, ainsi qu'une dégradation du tissu économique, de l'accès aux services de base et des moyens de subsistance des populations. En résulte une augmentation rapide du nombre de personnes qui sont contraintes de quitter leur lieu d'habitation suite à des attaques ou se déplacent préventivement vers des zones considérées plus sûres. Ainsi, on dénombrait environ 1 407 685 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso en septembre 2021[1]. Ces mouvements de population ont entraîné l'émergence de sites de déplacés et une hausse démographique importante et rapide des centres urbains, causant une pression croissante sur les infrastructures socio-communautaires de base et sur les ressources naturelles. Le besoin d'information sur la situation humanitaire au Burkina Faso reste élevé[2]. Afin de fournir aux acteurs humanitaires un aperçu global des besoins des personnes affectées par la crise sécuritaire (déplacées et non déplacées), REACH a réalisé une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) auprès des ménages sur l'ensemble du territoire.

Cette fiche d'information fournie un aperçu des résultats obtenus sur certains indicateurs clés de l'évaluation pour les moyens de subsistance et les vulnérabilités économiques.

METHODOLOGIE

Cette enquête visait à évaluer les besoins multisectoriels des ménages PDI et non déplacés dans toutes les régions du Burkina Faso. Les données quantitatives ont été recueillies en personne et par téléphone. La collecte de données s'est déroulée du 14 juin au 23 juillet 2021 dans les 13 régions. Un échantillonnage aléatoire par grappes (niveau de confiance de 90% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé pour les ménages non déplacés dans les zones accessibles ; et un échantillonnage non probabiliste par quotas pour les ménages non déplacés dans les zones inaccessibles et pour tous les ménages PDI. Au total, 2 046 ménages PDI et 2 980 non déplacés ont participé à l'enquête.

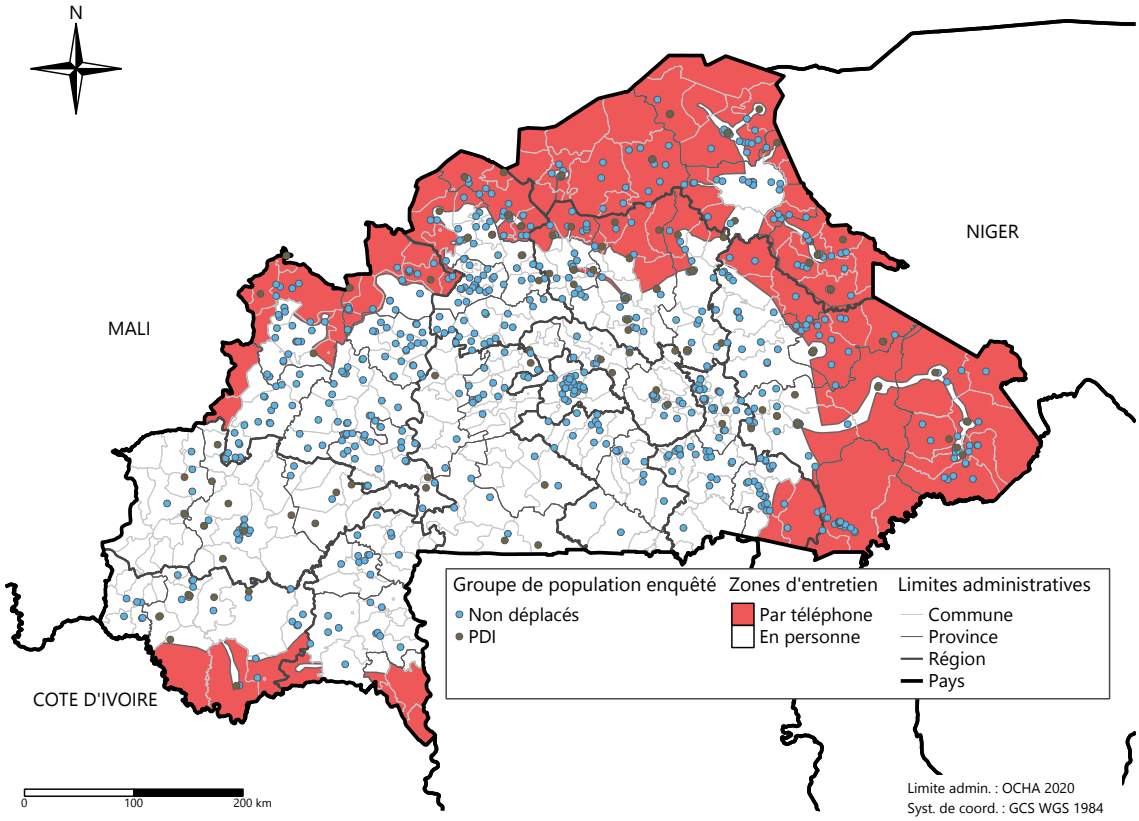
- Tableau de bord des résultats disponible ici
- Bulletin MSNA disponible ici
- Annexe méthodologique disponible ici

Cadre de l'évaluation

Nombre de ménages :	5 026
• Déplacés	2 046
• Non déplacés	2 980

Régions :	13
Provinces :	45

Couverture géographique par groupe de population et type d'entretien :



Cette publication contient les résultats clés sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, l'agriculture et les marchés, les stratégies d'adaptation, les revenus, les dépenses et l'endettement et les besoins prioritaires des ménages issus des données quantitatives. Elle vise à donner des clés de compréhension des relations entre l'économie des ménages et la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Les résultats clés globaux multi-sectoriels sont par ailleurs présentés dans le bulletin MSNA.

Toutes les publications liées à cette évaluation peuvent être consultées ici.

[1] CONASUR, Enregistrement des personnes déplacés internes, situation au 30 septembre 2021. [consulté le 07 décembre 2021]
[2] UNOCHA, Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2021), May 2021. [consulté le 07 décembre 2021]

REACH Informing more effective humanitarian action

RÉSULTATS CLÉS

Sécurité alimentaire, agriculture et marchés

Plus de la moitié des ménages évalués ont déclaré avoir utilisé ou épuisé une ou plusieurs stratégies d'adaptation pour répondre à ses besoins, notamment 3% des ménages ont utilisé des stratégies d'urgence, 15% des stratégies de crise et 35% des stratégies de stress, selon l'Indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance (LCSI[3]). Cela peut conduire ces ménages vers une plus grande vulnérabilité, puisque l'utilisation de stratégies d'adaptation peut tendre à épuiser leurs ressources. En particulier, 20% des ménages PDI ont déclaré avoir réduit leurs dépenses non-alimentaires et 16% d'entre-eux ont consommé leurs semences.

Presque les deux-tiers (62%) de l'ensemble des ménages ont rapporté l'achat comme principale source de nourriture, et 32% leur propre production (champ). Une forte proportion de l'ensemble des ménages ont déclaré des sources de revenus provenant de l'agriculture (45% de l'agriculture ou du maraîchage et 27% de l'élevage et de la vente des produits d'élevage). Cependant, seule une faible proportion (5%) des ménages PDI ont rapporté la propre production comme source principale de nourriture contre 34% des ménages non déplacés. De plus, 84% des ménages PDI ont rapporté ne pas avoir accès à des terres pour cultiver dans leur localité d'accueil. Dans le même temps, la dépendance à l'assistance reste d'ailleurs forte pour les ménages PDI puisque 41% d'entre-eux ont rapporté l'aide alimentaire comme source principale de nourriture[4].

Moins d'un tiers de l'ensemble des ménages ont déclaré que le marché qu'ils fréquentent habituellement est accessible, approvisionné et à des prix abordables (les pourcentages au niveau régional varient de 15% au Sahel à 57% au Centre-Nord). La moitié des ménages (47%) ont rapporté qu'il ne leur est pas possible de s'approvisionner complètement sur le marché qu'ils fréquentent habituellement en raison des prix trop élevés. Les provinces où des prix trop élevés sont le plus rapportés sont la Kompienga dans l'Est (67%), l'Oudalan dans le Sahel (65%), les trois provinces du Centre-Est (59-63%) et le Zondoma dans le Nord (59%).

Revenus, dépenses et dettes[5]

Les revenus médians rapportés ne couvraient pas complètement les dépenses médianes rapportées par les ménages : 35 000 FCFA contre 39 000 FCFA pour les ménages PDI et 59 000 FCFA contre 60 000 FCFA pour les ménages non déplacés. Dans le même temps, 60% des ménages PDI ont déclaré être endettés (d'un montant médian de 20 000 FCFA) et 42% des ménages non déplacés (d'un montant médian de 40 000 FCFA).

Ces montants de dépenses déclarées par les ménages sont pour les ménages non déplacés deux fois inférieurs au montant du Panier de dépenses minimum du Burkina Faso établi à 113 725 FCFA[6]. Les dépenses en biens alimentaires (BA) des ménages non déplacés correspondaient à 38% du total des dépenses rapportées ; et à 47% pour les ménages PDI. La part des BA dans le Panier de dépenses minimum représente 56% du total.

Un fort endettement ne semble pas être corrélé à un faible niveau des revenus médians. Les régions du Sahel et du Nord sont parmi les trois régions avec la plus grande proportion de ménages rapportant être endettés, alors que les régions avec les plus faibles revenus sont le Centre-Est et le Plateau-Central. La raison principale de l'endettement évoquée par les ménages dans le Sahel et le Nord est l'achat de nourriture. Ce sont aussi des régions où le ratio achat sur propre production comme source principale de nourriture est le plus élevé (à l'exception du Centre et des Hauts-Bassins comprenant les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso).

Les résultats tendraient à dire que la réponse en transferts monétaires nécessite une différenciation conséquente par groupe de population et par région, voire par province.

Besoins prioritaires, modalité de l'assistance et difficultés de financement

L'accès à la nourriture est le besoin prioritaire principal le plus rapporté par les ménages PDI dans toutes les régions. Cela concerne 88% des ménages dans le Sahel et 84% dans le Nord. Par ailleurs, 92% des ménages PDI et 63% des ménages non déplacés ont rapporté l'accès à la nourriture parmi leurs trois besoins prioritaires. Au total, 42% des ménages ont rapporté à la fois avoir besoin d'un accès à la nourriture comme besoin prioritaire principal et préférer une assistance en nature. Le besoin prioritaire principal des ménages non déplacés est diverse : pour 32% le besoin prioritaire rapporté est l'accès à la nourriture, pour 25% l'accès à des activités génératrices de revenus et pour 12% l'accès aux services de santé.

Pour le besoin prioritaire principal rapporté, la modalité d'assistance préférée par les ménages est l'assistance en nature (52%), suivi par les transferts monétaires (35%), les conseils ou services (8%) et les coupons (4%). Les proportions sont les mêmes pour la modalité d'assistance préférée pour le besoin prioritaire secondaire.

Par ailleurs, l'accès aux service de santé et d'éducation ont été peu rapportés parmi les besoins prioritaires. Néanmoins, une certaine proportion de ménages faisaient état de difficultés de financement. Parmi les ménages ayant eu besoin d'accéder à un service de santé dans les 3 mois précédant l'évaluation[7], 48% des ménages non déplacés et 61% des ménages PDI ont déclaré que le coût des médicaments était trop élevés. Enfin, 41% des ménages PDI ont rapporté ne pas pouvoir assumer les frais de scolarité pour les garçons et 43% pour les filles.

3. Le LCSI est un indicateur sur une liste stratifiée d'utilisation ou d'épuisement de stratégies d'adaptation rapportées par les ménages.
4. Aides alimentaires de la société civile, d'ONG, du gouvernement ou du Programme Alimentaire Mondial, dons de proches et emprunts.
5. Les données de dépenses et de revenus dans le cadre d'une enquête ménage peuvent comprendre certains biais comme la saisonnalité, la période de rappel, l'attribution ou la longueur du questionnaire. Voir par exemple Moratti et Natali, 2012, "Measuring Household Welfare: Short versus long consumption modules", Working Paper 2012-04, Florence: UNICEF Office of Research [consulté le 26 janvier 2022] et Deaton, 2018,The Analysis of Household Surveys: A Microeconometric Approach to Development Policy, Reissue Edition with a New Preface, Washington, DC: World Bank [consulté le 26 janvier 2022].
6. Le Panier de Dépenses Minimum (MEB) du Burkina Faso a été validé le 28 Septembre 2021 par le Groupe de travail sur les transferts monétaires (CWG). Le guide d'utilisation est disponible ici et le rapport ici.
7. Les données sur les barrières d'accès à la santé comprennent un biais : les ménages sans enfant de moins de 5 ans et ayant eu besoin d'accéder à un centre de santé dans les 3 mois précédant l'évaluation ont été exclus.

REACH Informing more effective humanitarian action

AGRICULTURE ET MARCHÉS

Pratique de l'agriculture

38% des ménages ont rapporté une pratique de l'agriculture moins optimale que les années précédentes. Parmi ceux-ci :

65%

ont rapporté le manque de terre, l'éloignement de la parcelle ou un accès restreint à la terre comme raison principale, **24%** le manque de moyens financiers, **15%** l'insécurité lors de la culture ou de la récolte, **13%** le manque de main-d'œuvre et **12%** le manque de semences ou de matériel agricole.

Les 5 provinces où les proportions de ménages rapportant des prix trop élevés sur le marché fréquenté habituellement sont les plus élevées :

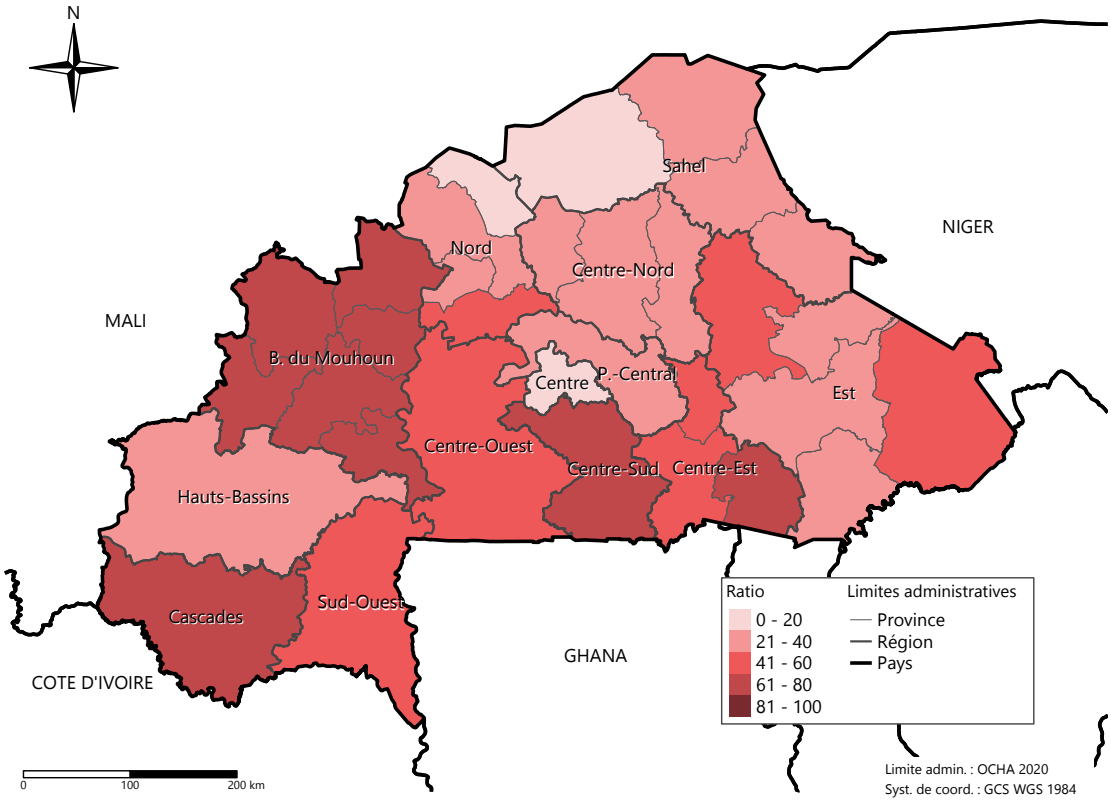
1.	**Kompienga** (Est)	67%
2.	**Oudalan** (Sahel)	65%
3.	**Kouritenga** (Centre-Est)	63%
4.	**Boulgou** (Centre-Est)	61%
5.	**Koulpélogo** (Centre-Est)	59%
5.	**Zondoma** (Nord)	59%

Approvisionnement sur les marchés

La moitié des ménages (47%) ont rapporté qu'il ne leur était pas possible de s'approvisionner complètement sur le marché fréquenté habituellement en raison des prix trop élevés. **Moins d'un tiers** des ménages ont déclaré que le **marché était accessible, approvisionné et à prix abordables**. La proportion maximum est de 57% dans le Centre-Nord et tombe à 15% dans le Sahel. Dans le Sahel, 8% des ménages ont rapporté ne pas pouvoir se rendre au marché fréquenté habituellement du fait de l'insécurité sur la route. Enfin, pour 9% des ménages, le marché était accessible, mais n'était pas correctement approvisionné en biens alimentaires, et pour 8% des ménages il n'était pas correctement approvisionné en biens non alimentaires.

La plupart des ménages ont rapporté accéder à un marché fonctionnel à moins d'une heure de transport. Dans le Nord, l'Est, le Sahel et le Centre-Ouest, l'accès à un marché fonctionnel semble plus difficile pour une partie des ménages, puisque le temps d'accès rapporté était de plus d'une heure pour plus de 10% des ménages.

% de ménages ayant rapporté la propre production comme source principale de nourriture :



62% des ménages ont rapporté l'achat comme principale source de nourriture, et 32% leur propre production (champ). Cependant, il existe de fortes différences régionales, notamment du fait de la concordance avec le cycle agricole et de la ruralité[8] : de 68% dans la Boucle du Mouhoun et le Centre-Sud à 30% dans les Hauts-Bassins, 22% dans le Sahel et 7% dans le Centre (voir carte ci-contre).

Une faible proportion **(5%) des ménages PDI** ont rapporté **la propre production comme source principale de nourriture** contre 34% des ménages non déplacés. De plus, **84% des ménages PDI** ont rapporté **ne pas avoir accès à des terres pour cultiver dans leur localité d'accueil**.

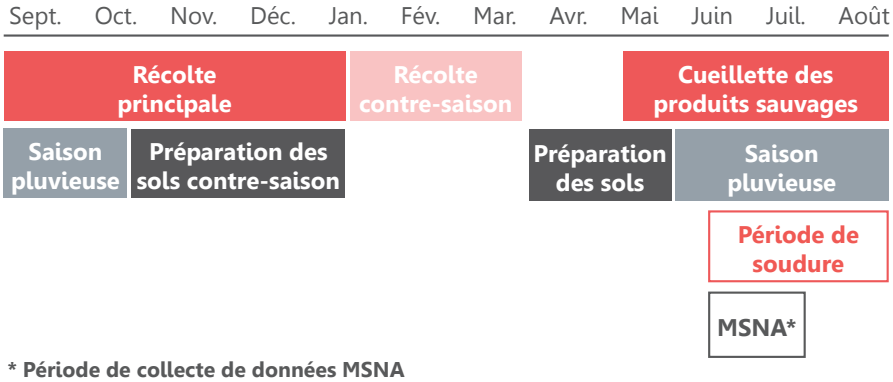
Dans le même temps, la dépendance à l'assistance reste d'ailleurs forte pour les ménages PDI puisque 41% d'entre-eux ont rapporté l'aide alimentaire comme source principale de nourriture.

8. La collecte de données a eu lieu entre la mi-juin et la mi-juillet 2021, période correspondant à la soudure agricole et pastorale au Burkina Faso au cours de laquelle les stocks diminuent (pour plus de détails, voir le calendrier agricole présenté à la page 4). De plus, les régions des Hauts-Bassins et du Centre comprennent deux villes à forte densité de population que sont Bobo-Dioulasso et Ouagadougou.

REACH Informing more effective humanitarian action

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Calendrier agricole pour une année type[9] :

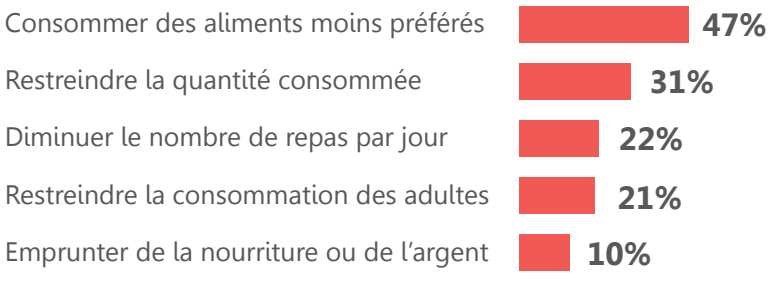


*** Période de collecte de données MSNA**

Indicateurs clés (PDI / non déplacés)

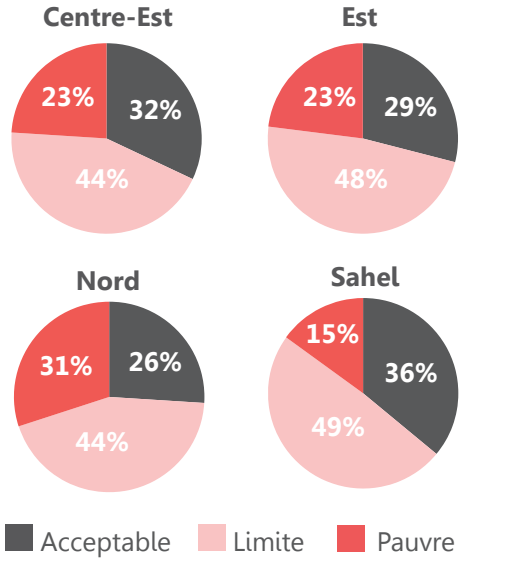
% de ménages avec un Score de consommation alimentaire (FCS) pauvre ou limite[10]	*55% / 24%
% de ménages avec un Indice réduit des stratégies d'adaptation (rCSI) moyen ou élevé[11]	62% / 38%
% de ménages avec un Indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance (LCSI) en crise ou urgence	32% / 16%
% de ménages ayant déclaré ne pas avoir accès à un marché fonctionnel à moins de 30 minutes	27% / 23%
% de ménages dont la source principale de nourriture rapportée est l'aide extérieure ou le prêt	48% / 1%
% de ménages ayant rapporté des prix trop élevés sur le marché fonctionnel le plus proche	55% / 46%

% de ménages ayant rapporté utiliser des stratégies d'adaptation pour satisfaire leurs besoins alimentaires dans les 7 jours précédant l'évaluation, par stratégie :



Note : le rCSI est un score pondéré basé sur l'usage des stratégies présentées ci-dessus[11]. L'utilisation de ces stratégies a résulté en une proportion de ménages avec un rCSI élevé de **9%** (en particulier, Sahel : 26%, Est : 22%, Nord : 15%, Centre-Ouest : 16%).

% de ménages PDI par FCS, par région[12] :



Note : Dans le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun, la proportion de ménages PDI avec un FCS pauvre est plus faible que dans les autres régions du HRP (respectivement 2% et 6 %).

Echelle de la faim et score de consommation alimentaire

La proportion de ménages PDI qui avaient un FCS pauvre est très faible dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Nord et des Hauts-Bassins comparativement aux autres régions (entre 2% et 6% contre **15% dans le Sahel, 23-25% dans le Centre-Est, le Centre-Ouest, l'Est et le Plateau-Central et 31% dans le Nord)**. Les ménages non déplacés de l'Est, du Nord, du Plateau-Central et du Centre-Est présentaient un FCS pauvre de 11% à 16%.

Peu de ménages avaient un niveau sévère sur l'échelle de la faim (HHS)[13] quelque soit la région et le groupe de population. La plus haute proportion était de 3% dans le Sahel pour les ménages PDI. Cependant, 47% des ménages PDI du Plateau-Central, 40% des ménages PDI du Sahel et du Centre-Ouest et 30% des ménages PDI du Nord présentaient un score modéré sur la HHS. Pour les ménages non déplacés, 30% de ceux du Centre-Ouest et 25% de ceux du Sahel observaient un score modéré.

9. FEWS NET, 2021, Perspectives sur la sécurité alimentaire Octobre 2021 - Mai 2022. [consulté le 20 janvier 2021]. On y a ajouté « collecte » pour expliciter la période pendant laquelle la collecte de données a eu lieu.
10. Le FCS est un indicateur basé sur la consommation qui mesure la diversité alimentaire (par groupes principaux de nourriture) et la quantité de nourriture consommée par les ménages au cours des 7 jours précédant l'évaluation.
11. Le rCSI mesure le comportement d'adaptation des ménages pour faire face à un manque d'accès à la nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture au cours des 7 jours précédant l'évaluation. Il se base sur l'usage de stratégies de court terme pour la consommation alimentaire.
12. Tous les pourcentages présentés sont arrondis au pourcent le plus proche. Des pourcentages supérieurs à 100 peuvent donc apparaître.
13. La HHS permet de mesurer une privation alimentaire vécue et perçue en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire.

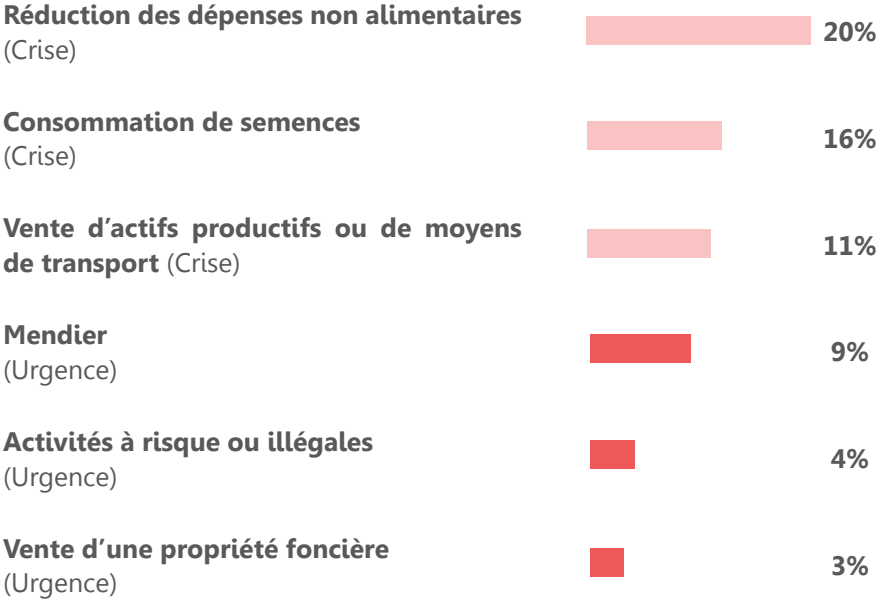
REACH Informing more effective humanitarian action

LCSI : STRATÉGIES D'ADAPTATION ET MOYENS DE SUBSISTANCE

MSNA | 2021
BURKINA FASO

% de ménages ayant utilisé des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance de crise ou d'urgence : 18%

% de ménages PDI par stratégie d'adaptation de crise ou d'urgence utilisée dans les 30 jours précédant l'évaluation ou épuisée dans les 12 mois précédant l'évaluation :

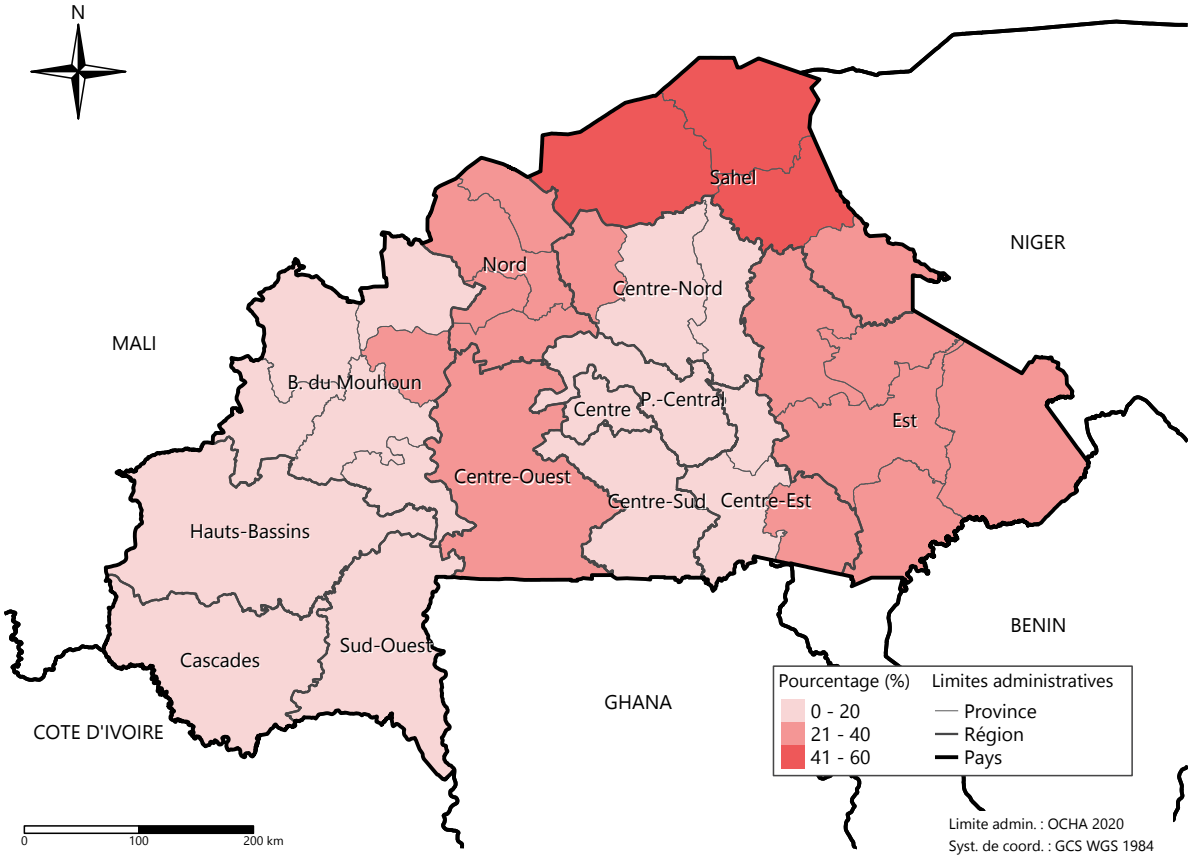


L'utilisation de stratégies d'adaptation est une indication de difficultés pour un ménage de répondre à ses besoins. Le LCSI comprend une série de questions qui incluent entre autres les stratégies de crise ou d'urgence indiquées ci-contre. Pour chaque stratégie, il a été demandé au répondant si son ménage avait utilisé ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation ou épuisé ces mêmes stratégies aux cours des 12 mois précédant l'évaluation afin de répondre à ses besoins de base.

53% des ménages interrogés ont déclaré avoir utilisé ou épuisé une ou plusieurs stratégies d'adaptation. En particulier, 2% des ménages non déplacés et 11% des ménages PDI ont fait référence à des stratégies d'urgence, 14% des non déplacés et 21% des PDI à des stratégies de crise.

Cela peut conduire ces ménages vers une plus grande vulnérabilité, puisque l'utilisation de stratégies d'adaptation peut tendre à épuiser leurs ressources.

% de ménages ayant employé des stratégies de subsistance de crise ou d'urgence (LCSI) :



REACH Informing more effective humanitarian action

REVENUS ET DÉPENSES

Revenu mensuel médian des ménages en FCFA au cours des 30 jours précédant l'évaluation[9] :

PDI	Non déplacés
35 000	60 000

Dépenses mensuelles médianes des ménages en FCFA au cours des 30 jours précédant l'évaluation :

PDI	Non déplacés
39 000	59 000

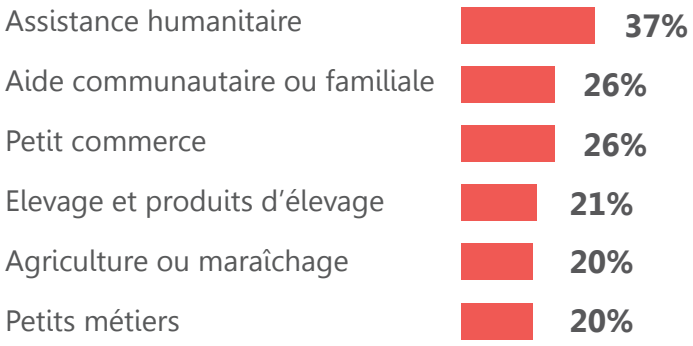
Les structures de dépenses mensuelles rapportées sont différentes entre groupes de population. **La part des dépenses rapportées en biens alimentaires est plus élevée pour les ménages PDI** (47%) **que pour les ménages non déplacés** (38%).

Les structures de dépenses mensuelles sont plutôt proches entre les différentes régions. Cependant, il existe des écarts inter-régionaux entre les revenus médians bruts. Les ménages non déplacés des Hauts-Bassins ont déclaré des revenus médians de 100 000 FCFA alors que **les revenus les plus faibles sont rapportées par les ménages PDI du Centre-Est** (**15 000 FCFA**), **du Plateau-Central** (**28 000 FCFA**), **de l'Est** (**30 000 FCFA**) **ainsi que les ménages non déplacés de l'Est** (**32 500 FCFA**).

% des postes de dépenses mensuelles rapportées en FCFA (PDI / non déplacés) :

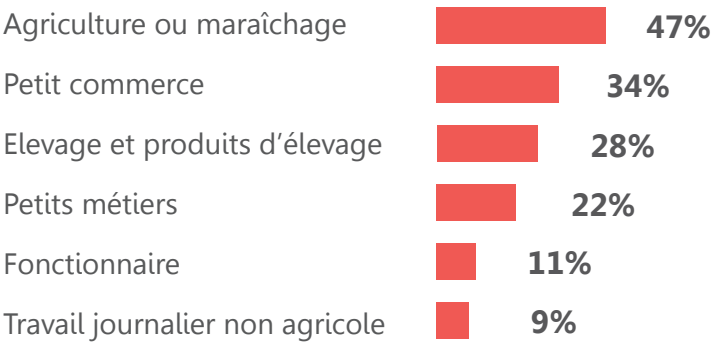
	PDI	non déplacés
Biens alimentaires (BA)	47%	38%
Autres dépenses fréquentes	23%	19%
Téléphonie et internet	6%	9%
Carburant (cuisine et véhicules)	5%	12%
Biens non alimentaires achetés régulièrement (hygiène, ampoules)	5%	7%
Eau (toute source confondue)	5%	4%
Loyer	4%	4%
Transport	3%	4%
Service public (électricité, gaz)	1%	4%

% de ménages PDI par plus rapportées sources de revenus (dans les 3 mois précédant l'évaluation) :



Note : les ménages pouvaient sélectionner plus d'une source principale de revenus.

% de ménages non déplacés par plus rapportées sources de revenus (dans les 3 mois précédant l'évaluation) :



Note : les ménages pouvaient sélectionner plus d'une source principale de revenus.

La volatilité des sources de revenu paraît plutôt importante. En effet, **29%** des ménages non déplacés et **41%** des ménages PDI ont rapporté **avoir subi une perte de sources de revenu dans les 3 mois précédant l'évaluation**, en particulier :

- **81%** des ménages PDI de l'Est et **entre 47 et 49%** des ménages PDI du Sahel, du Centre-Ouest et du Nord
- **47%** des ménages non déplacés du Sahel

De plus, **57%** des ménages PDI et **45%** des ménages non déplacés ont rapporté un **revenu dans les 30 jours précédant l'évaluation inférieur au revenu habituel.** Parmi ceux-ci, la principale raison rapportée pour la diminution du revenu est le **manque d'opportunités d'emploi** pour :

72% des ménages non déplacés et 48% des ménages PDI

suivi pour les ménages PDI des **difficultés d'exercer un emploi du fait de l'insécurité** (26%) et la **perte d'emploi du fait du déplacement** (16%), et pour les ménages non déplacés des **difficultés d'exercer un emploi du fait de l'insécurité** (12%).

REACH Informing more effective humanitarian action

ENDETTEMENT

% de ménages ayant rapporté être endettés : 44%

Le **montant moyen d'endettement des ménages PDI** (concernant **60%** d'entre-eux) au moment de la collecte de données était de 26 604 FCFA et le **montant médian** de **20 000 FCFA**.

Le **montant moyen d'endettement des ménages non déplacés** (concernant **42%** d'entre-eux) au moment de la collecte de données était de 89 022 FCFA et le **montant médian** de **40 000 FCFA**.

Des différences régionales importantes existent : 71% des ménages du Sahel, 60% des ménages de l'Est et 57% des ménages du Nord ont déclaré être endettés contre 28% à 46% pour toutes les autres régions. Parmi les ménages PDI ayant rapporté un endettement,

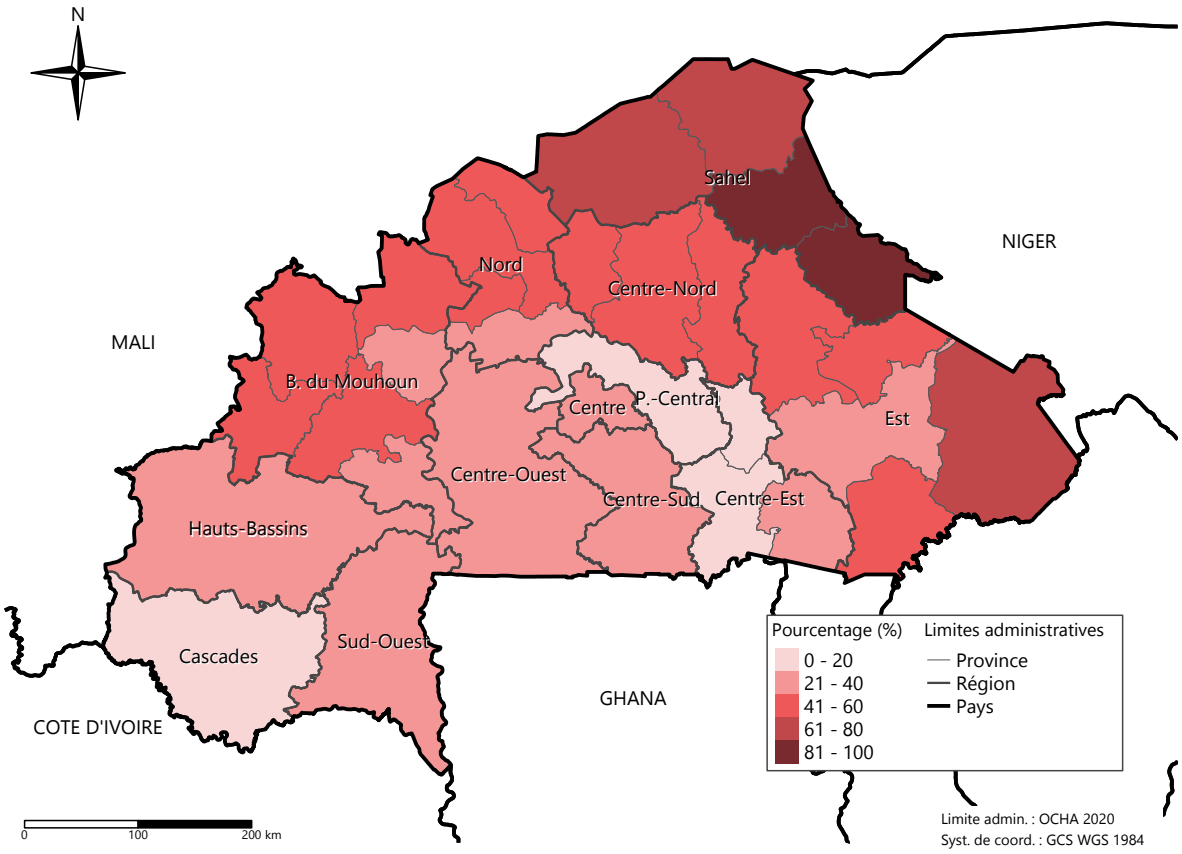
78 %

des ménages PDI du Sahel ont rapporté l'achat de nourriture comme raison principale (soit 42% de l'ensemble des ménages PDI du Sahel), 66% des ménages PDI du Centre-Ouest et du Nord, 63% du Centre-Nord et 60% des Hauts-Bassins. Les **dépenses médicales sont rapportées comme raison principale dans le Centre-Est** par **45%** des ménages PDI et **62%** des ménages non déplacés.

% de ménages par raison principale d'endettement (PDI / non déplacés) :

Achat de nourriture	42% / 17%
Aucune dette	40% / 58%
Dépenses médicales	9% / 9%
Achat de BNA	4% / 7%
Loyer	2% / 1%
Education des enfants	0% / 2%
Charge de la dette, Commerce, Intrants et outils agricoles, Energie, Pratique du commerce, Recherche de logement, Cotisations sociales	0% / 1%

% de ménages ayant rapporté l'achat de nourriture comme raison de leur endettement, parmi les ménages ayant déclaré être endetté :



REACH Informing more effective humanitarian action

BESOINS PRIORITAIRES ET DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT

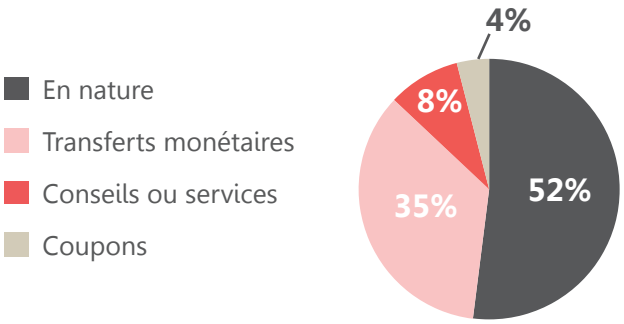
% de ménages par type de besoin prioritaire principal rapporté (PDI / non déplacés) :

	PDI	non déplacés
Accès à de la nourriture	78%	32%
Accès à des activités génératrices de revenu (AGR)	7%	25%
Accès aux services de santé	3%	12%
Accès à de l'eau, des latrines ou une meilleure hygiène de vie	2%	10%
Accès à l'éducation pour les enfants	0%	8%
Accès à un abri sécurisé	4%	7%
Accès à la protection	3%	2%
Accès à des BNA/Aucun besoin	0%	1%

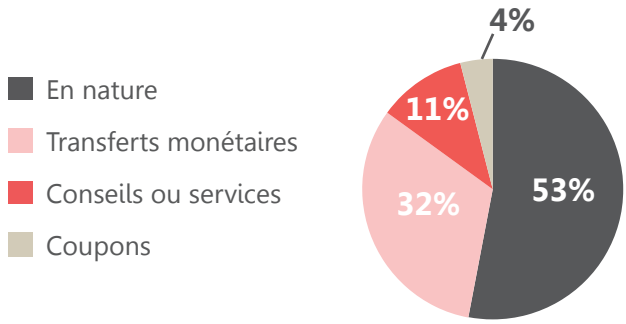
% de ménages par type de besoin prioritaire secondaire rapporté (PDI / non déplacés) :

	PDI	non déplacés
Accès à des AGR	32%	24%
Accès aux services de santé	17%	15%
Accès à de l'eau, des latrines ou une meilleure hygiène de vie	14%	12%
Accès à un abri sécurisé	10%	7%
Accès à de la nourriture	10%	19%
Accès à des BNA	8%	6%
Accès à la protection	4%	4%
Accès à l'éducation pour les enfants	1%	9%
Récupérer des documents d'identité	1%	9%
Aucun besoin	0%	2%

% de ménages par modalité d'assistance souhaitée pour le besoin prioritaire principal :



% de ménages par modalité d'assistance souhaitée pour le besoin prioritaire secondaire :



L'accès à la nourriture est le besoin prioritaire principal le plus rapporté par les ménages PDI dans toutes les régions. Cela concerne **88%** des ménages dans le Sahel et **84%** dans le Nord. Par ailleurs, 92% des ménages PDI et 63% des ménages non déplacés ont rapporté la sécurité alimentaire parmi leurs trois besoins prioritaires. **Au total, 42% des ménages ont rapporté l'accès à la nourriture** comme besoin prioritaire principal **et préférer obtenir une assistance en nature.**

% de ménages PDI ayant rapporté la difficulté à assumer les frais de scolarité comme barrière à l'éducation, par genre des enfants :

Note : les ménages pouvaient sélectionner plus d'une barrière d'accès à l'éducation.

% de ménages par type de difficulté de financement rapporté parmi les barrières d'accès à la santé (PDI / non déplacés) :

	PDI	non déplacés
Coûts des consultations	35%	31%
Coûts des médicaments	15%	15%

Parmi les ménages ayant eu besoin d'accéder à un service de santé dans les 3 mois précédant l'évaluation (64% des ménages non déplacés et 52% des ménages PDI), 48% des ménages non déplacés et 61% des ménages PDI ont rapporté le coût trop élevé des médicaments parmi les barrières d'accès aux services de santé. De même, 28% des ménages non déplacés et 41% des ménages PDI ont rapporté le coût des consultations parmi les barrières.

Note : les ménages pouvaient sélectionner plus d'une barrière d'accès aux services de santé.

REACH Informing more effective humanitarian action

REMERCIEMENTS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :

OCHA

Groupe de coordination inter-cluster (ICCG)

FINANCEE PAR

Funded by European Union Humanitarian Aid

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

AVEC LE SOUTIEN DE :

REACH Informing more effective humanitarian action

ACTED

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.